

L'hon. John Wise (ministre de l'Agriculture): Monsieur le Président, je sais gré au député de sa question et de ses préoccupations. Si parmi ces 1,700 familles il y en a qui sont clientes de la SCA et soumises à la compétence fédérale, elles n'ont pas à craindre l'éviction.

Des voix: Bravo!

M. Wise: Le député sait qu'en septembre dernier j'ai imposé un moratoire sur les saisies d'exploitations agricoles relevant de ma compétence et de celle de la SCA. Ce moratoire va rester en vigueur tant que notre gouvernement n'aura pas présenté d'autres mesures. J'espère qu'elles vont venir dans un très, très proche avenir.

* * *

[Français]

LES TRANSPORTS

LA FERMETURE POSSIBLE DES ATELIERS DU CN À MONCTON

M. Fernand Robichaud (Westmorland-Kent): Monsieur le Président, je désire poser une question au ministre des Transports.

[Traduction]

Le 18 décembre dernier, le ministre s'est engagé à vérifier si les ateliers du CN à Moncton étaient à vendre. Est-il en mesure aujourd'hui de nous renseigner? Les ateliers sont-ils à vendre?

L'hon. Don Mazankowski (ministre des Transports): Monsieur le Président, ces ateliers ne sont pas à vendre. J'ai cependant appris que la General Electric du Canada est intéressée à examiner les possibilités de fabriquer et de monter des locomotives au Canada, et on en tient compte dans l'examen global qui porte sur tous les ateliers du CN au Canada.

ON DEMANDE L'ASSURANCE QUE LES EMPLOIS SERONT PROTÉGÉS

M. Fernand Robichaud (Westmorland-Kent): Monsieur le Président, les travailleurs de Moncton craignent énormément pour leurs emplois. S'il s'est créé autant d'emplois qu'on nous l'a dit aujourd'hui, je ne pense pas que ce soit au Nouveau-Brunswick. Le ministre peut-il calmer les inquiétudes des travailleurs de Moncton et leur dire qu'ils peuvent compter sur leurs emplois? Peut-il aussi leur donner l'assurance que la situation du CN à Moncton ne dégènera pas en un fiasco comparable à celui de Gulf-Ultramar?

L'hon. Don Mazankowski (ministre des Transports): Monsieur le Président, si la crainte et l'angoisse règnent à Moncton, c'est surtout parce que les députés de l'opposition vont y colporter des inexactitudes afin de semer la peur et l'hystérie. Que le député se rassure, le CN est en train d'évaluer très posément ses besoins en fait d'entretien partout au Canada, soit à Winnipeg, Moncton et Montréal. Quand l'évaluation sera terminée, dans quelques mois, s'il y a des modifications à apporter, elles seront annoncées comme il se doit.

Questions orales

LES SCIENCES ET LA TECHNOLOGIE

LE FINANCEMENT DE LA RECHERCHE UNIVERSITAIRE

M. Howard McCurdy (Windsor-Walkerville): Monsieur le Président, il est clair qu'une importante augmentation des dépenses en recherche et développement est essentielle à l'avenir industriel et économique du Canada, ainsi qu'au maintien du niveau de vie de ses habitants. Je comprends là-dedans, bien entendu, la recherche universitaire. Le précédent ministre des Sciences et de la Technologie avait promis un plan de cinq ans pour la CRSNG et le ministre actuel avait dit que dans quelque temps nous aurions une agréable surprise. Nous l'attendons encore.

Pourquoi le gouvernement tarde-t-il tant à approuver le plan quinquennal, au point où le président du CRSNG a dû préparer un scénario de catastrophe pour le financement de la recherche universitaire?

L'hon. Frank Oberle (ministre d'État chargé des Sciences et de la Technologie): Monsieur le Président, j'ai eu, hier, l'occasion de rencontrer des responsables du Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie, l'organisme responsable de l'attribution de fonds publics pour la recherche et le développement dans les universités. Notre rencontre a été très utile et très productive. J'ai pu prendre connaissance de l'opinion du Conseil et l'inviter à procéder à la planification, avant l'annonce officielle du financement.

LE FINANCEMENT DE LA RECHERCHE ET DU DÉVELOPPEMENT

M. Howard McCurdy (Windsor-Walkerville): Monsieur le Président, je ne sais toujours pas, et le reste de la Chambre non plus, sans doute, si le plan quinquennal du CRSNG sera approuvé. Plus important encore, le gouvernement va-t-il enfin publier une stratégie générale de financement de la recherche et du développement? Nous attendons depuis trop longtemps.

L'hon. Frank Oberle (ministre d'État chargé des Sciences et de la Technologie): Monsieur le Président, il y aura un plan quinquennal. Le retard résulte en partie de ce qui s'est fait pendant cinq ans, soit accorder le financement au gré des circonstances. Mon prédécesseur et moi-même désirons une meilleure prédictibilité et une plus grande stabilité dans le secteur scientifique, afin qu'il puisse planifier ses travaux convenablement. Le député devra patienter encore quelques jours.

* * *

LA SOCIÉTÉ CANADIENNE DES POSTES

LA POLITIQUE RELATIVE À L'EMPLOI DES PERSONNES ÂGÉES

M. Reginald Stackhouse (Scarborough-Ouest): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre responsable de la société des Postes. Le Canada est en train de devenir un pays où les seuls endroits qui offrent des emplois à coup sûr aux personnes âgées, ce sont le Sénat et la Cour suprême. Parmi bien d'autres, une électrice m'a dit qu'elle avait postulé un emploi à Postes Canada, pas un emploi permanent assujéti à la retraite obligatoire, mais un emploi saisonnier, à temps partiel. On lui a répondu qu'elle n'était pas admissible parce qu'elle avait plus de 65 ans.